

Pour anticiper la raréfaction de l'eau, il faut transformer le système agricole

Nicolas Girod, éleveur dans le Jura et porte-parole national de la Confédération paysanne, estime que la sécheresse doit inciter à faire évoluer le modèle de l'agriculture industrielle

La sécheresse est là mais son traitement agricole est trop souvent résumé au seul problème de l'irrigation. Or, les paysannes et paysans subissent tous ce manque d'eau et s'exposent à des pertes économiques, qu'ils irriguent ou non. En France, selon le recensement général agricole de 2020, 73% de la surface agricole utile est irriguée, une part relativement faible bien qu'en progression. La problématique est donc bien plus large : comment répondre aux enjeux d'une agriculture à même de faire face aux épisodes de sécheresse et préserver la ressource en eau ?

L'agriculture industrielle détruit les ressources naturelles. Elle draine, elle rectifie les cours d'eau afin d'évacuer l'eau des sols au détriment de sa circulation naturelle et de la recharge des nappes phréatiques ; elle consomme des intrants chimiques de synthèse au détriment de la vie des sols ; elle s'affranchit des haies, d'une végétation dense et des systèmes racinaires qui vont avec. En un mot, elle assèche les sols. Face à la situation actuelle, elle exige davantage de stockage artificiel, par le biais des « mégabassines » et s'approprie l'eau pour des pratiques toujours surconsommatrices et dévastatrices. Feignant d'ignorer le cycle de l'eau, ses choix accélèrent le problème au lieu de le résoudre.

La sécheresse extrême que nous vivons appelle à ne pas céder à la pression de l'agro-industrie et à agir urgemment en sens inverse.

Agir sur les causes

Une fois de plus le gouvernement est dans la réaction à court terme, en mobilisant les préfets pour organiser des réunions sur la sécheresse dans tous les départements. Si on peut souligner l'intérêt de ces temps d'alerte et de concertation, nous ne pouvons nous satisfaire d'une gestion des crises successives sans agir sur les causes qui les font advenir. Dans le même temps, le syndicat agricole majoritaire promeut le modèle espagnol, qui a développé des infrastructures pour stocker l'eau... en omettant de préciser qu'il est aujourd'hui impossible de les remplir car l'aridité gagne l'ensemble du pays.

Il manque, à vrai dire, une réelle réflexion de fond, que le Varenne de l'eau, une large concertation conclue en février, lui-même a déjà esquivée. Les problèmes engendrés par ces sécheresses récurrentes ne se posent pas qu'à l'agriculture et les solutions à mettre en œuvre doivent être dans l'intérêt général de la société.

D'abord, il faut répartir la ressource de manière équitable, en fonction de priorités essentielles. Tout doit être mis en œuvre pour éviter que les populations se

trouvent en rupture d'eau potable saine. Pour l'usage agricole, il convient de réserver d'abord la consommation d'eau, dans la limite d'un volume prélevable réellement adapté au milieu, à des productions à forte valeur ajoutée en emplois et qui participent à la souveraineté alimentaire locale.

Il est aussi nécessaire de prévenir en accompagnant des pratiques et l'évolution des systèmes. Pour anticiper la raréfaction de la ressource en eau, nous avons besoin de transformer le système agricole. Plutôt que d'accroître les apports d'irrigation, les évolutions climatiques devraient entraîner des adaptations des systèmes de production.

Indemniser les dégâts

Il faut notamment transformer les zones de monocultures, qui sont aussi les zones où s'implantent d'importants ouvrages d'irrigation, et faire évoluer les assolements. Les cultures doivent faire appel à des espèces et variétés, non OGM, adaptées à la sécheresse, et être moins dépendantes aux intrants chimiques de synthèse. Ces pratiques préservant des sols vivants permettront de réinfiltrer l'eau, d'allonger son temps de stockage dans les sols et les nappes et de la rendre ainsi disponible pour les cultures. C'est comme cela que l'agriculture pourra réduire sa dépendance massive à la ressource et lutter contre le changement climatique.

Le gouvernement accompagne un modèle agricole qui ravage l'eau et les sols alors qu'il est urgent de restaurer ces ressources pour atténuer du mieux possible les effets des sécheresses, qui sont appelées à se répéter et à s'accroître. Le discours ambiant voudrait nous faire croire qu'une solution unique serait garante de la pérennité de l'agriculture. Pour la Confédération paysanne, c'est au contraire en multipliant les solutions fondées sur la nature que nous pourrions assurer l'avenir de l'alimentation sans hypothéquer les autres usages essentiels.

Enfin, il convient d'indemniser les dégâts climatiques. C'est absolument essentiel pour permettre la pérennité des fermes. Le futur système assurantiel de gestion des risques est injuste et sera non efficient. Injuste notamment car certaines productions comme le maraîchage diversifié n'auront pas d'offre assurantielle acceptable. Non efficient car le principe de l'assurance, basé sur une faible probabilité de sinistre, est remis en cause par la trajectoire climatique actuelle. La Confédération paysanne défend la mise en place d'un fonds mutuel et solidaire pour l'indemnisation des risques climatiques, dont la sécheresse, qui apporterait une couverture universelle de toutes les fermes.

La gestion de la sécheresse et la lutte contre le changement climatique relèvent donc de choix sociétaux et concernent, au-delà de l'agriculture, tous les secteurs d'activité. ■

SALMAN RUSHDIE : FAIRE FRONT CONTRE L'OBSCURANTISME

ÉDITORIAL III

Le couteau de l'obscurantisme s'est attaqué une nouvelle fois à la liberté. Plus de trente ans après l'intolérable appel au meurtre de Salman Rushdie proféré par le chantage d'une révolution islamique iranienne alors en perte de vitesse, Ruhollah Khomeyni, il s'est trouvé une main pour tenter d'exécuter cet ordre indigne, le 12 août, dans une ville de l'Etat de New York. La tentative d'assassinat de l'écrivain, devenu à son corps défendant un symbole de la liberté d'expression, a été perpétrée dans un centre culturel, à l'occasion d'une conférence, en l'absence manifeste de mesures de sécurité particulières. Cruelle ironie, Salman Rushdie devait y évoquer les Etats-Unis, où il vit depuis deux décennies et où il a été naturalisé en 2016, comme refuge

des écrivains en exil. Grièvement blessé, il a été évacué par hélicoptère et placé depuis sous assistance respiratoire. L'animateur du débat prévu a également été blessé, mais plus légèrement.

La police du comté n'a donné aucune indication concernant les motivations de l'agresseur présumé, un résident du New Jersey, dans les heures qui ont suivi le drame. Elle s'est contentée de donner son nom, Hadi Matar, et son âge, 24 ans. Tout porte à croire cependant que ses motivations sont liées aux accusations de blasphème proférées depuis des décennies par calcul cynique, comme par ignorance crasse, contre l'auteur des *Versets sataniques*, publiés en 1988. Ils ont transformé en enfer la vie de leur auteur, qui marche depuis cette date avec une cible dans le dos.

Sous le couvert de la défense d'un islam présenté très abusivement comme agresseur, les attaques contre Salman Rushdie, qui ont précédé la publication de la fatwa de Khomeyni, ont été propices à toutes les manipulations. De la part du premier Guide de la révolution iranien tout d'abord, chiite, voulant se poser en protecteur de l'islam plus intransigeant que l'Arabie saoudite honnie, après la mobilisation initiale de fondations financées par des pays du Golfe, sunnites, contre un ouvrage qu'elles n'avaient probablement pas lu.

Manipulations de la part des factions iraniennes ensuite, qui se sont servies de la fa-

ta de 1989 pour étalonner leurs rivalités. De la part de gouvernements également, à commencer par celui de la patrie d'origine de l'écrivain, l'Inde, par calcul électoral. Mais aussi de bien d'autres, qui ont entretenu de sinistres brasiers autour de cette querelle montée de toutes pièces pour mieux détourner l'attention de problèmes intérieurs autrement plus impératifs dont ils avaient la charge.

Bien avant l'agression dont vient d'être victime Salman Rushdie, ce climat ainsi forgé dans une totale impunité a tué. Le cercle de l'intolérance s'est élargi, jusqu'au grotesque, aux traducteurs de l'ouvrage, assassinés ou agressés. La machine infernale ayant, pour ses instigateurs, fait la preuve de son efficacité, cette arme du blasphème a été dupliquée, avec le même cynisme usant de la même ignorance, par les courants islamistes les plus radicaux sur fond de montée de l'islam politique, comme par les groupes djihadistes.

Cette perversion de la foi s'est étendue comme une métastase. En France, l'attentat contre l'hebdomadaire satirique *Charlie Hebdo*, en 2015, comme l'assassinat atroce de l'enseignant Samuel Paty, en 2020, s'inscrivent dans ce sillage aussi mortifère qu'insistant. L'attaque insupportable dont Salman Rushdie a été la victime n'offre d'autre choix que la défense intraitable de la liberté de penser et d'écrire. Elle ne doit souffrir aucun accommodement. ■

Des centres technologiques névralgiques sont menacés par le manque d'eau

Le chercheur **Franck Galland** met en évidence l'impact du phénomène sur le secteur technologique, une industrie qui consomme beaucoup de ressources hydriques

Alors qu'un épisode de sécheresse historique touche la France, avec d'importantes conséquences pour le secteur agricole, et, dans certaines communes, pour l'eau à vocation domestique, fort heureusement l'Hexagone ne connaît pas l'impact du stress hydrique sur ses entreprises high-tech et industrielles. Ailleurs dans le monde, la situation est cependant tout autre.

Des hubs technologiques névralgiques sont désormais menacés par le manque d'eau. La ville de Monterrey (Mexique), qui jouxte le Texas, connaît ainsi depuis quelques semaines pénurie et rationnement avec un impact fort sur ses 5,3 millions d'habitants, mais également sur les entreprises industrielles et technologiques qui s'y trouvent, manquant d'eau pour leur processus de fabrication. La situation est devenue tellement sensible que le gouvernement mexicain a annoncé que le manque de pluie à Monterrey posait un problème de sécurité nationale.

Cette situation n'est pas sans rappeler le manque d'eau chronique qui touche dorénavant Bangalore, la Silicon Valley indienne. De même, Taïwan, qui concentre la production mondiale de puces, essentielles au fonctionnement des téléphones cellulaires, des voitures et des matériels militaires, connaît un manque inquiétant de pluviométrie l'été lors de la saison des typhons, qui lui fournit pourtant normalement la majeure partie de ses réserves d'eau. Sur l'île, la raréfaction de l'eau devient donc un problème structurant occasionné par le changement climatique, risquant de provoquer une baisse des capacités de production de cette acti-

tivité stratégique, incarnée par Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC), qui détient 92% du marché mondial.

Fabriquer des puces nécessite en effet l'utilisation d'une eau ultrapure, produite généralement à partir d'un réseau public d'approvisionnement. Pour fournir 1 mètre cube d'eau 1 000 fois plus pure que l'eau du robinet, il est ainsi besoin de 1,4 à 1,6 mètre cube d'eau. Par ailleurs, l'eau distribuée en usine est également utilisée pour le refroidissement des équipements et des centres serveurs, qui permettent de graver des puces de 2 nanomètres, faisant la richesse et la spécificité de cette activité de très haute technologie.

Offre alternative

La disponibilité en eau est ainsi à considérer comme un élément manifeste de vulnérabilité pour l'activité des semi-conducteurs, d'une importance aussi cruciale pour l'économie mondiale. Dans ce contexte, il est donc étonnant de voir que l'administration Biden entend faire de l'Arizona un nouveau hub mondial de cette technologie.

Alors que l'entreprise américaine Intel a prélevé en Arizona près de 19,7 millions de mètres cubes en 2020, soit l'équivalent de deux semaines complètes de production d'eau destinée à alimenter la ville de Paris, l'Etat américain s'apprête à accueillir six usines du taïwanais TSMC, inquiet à l'évidence des risques sécuritaires grandissants que l'armée chinoise fait peser sur son île.

Le lac Mead, qui retient l'eau du Colorado au niveau du barrage Hoover, fournit 38% de l'eau consommée en Arizona. Or, conséquence du changement climatique et de la croissance des besoins en eau des 40 millions d'habitants alimentés par le fleuve Colorado (sept Etats américains et pour finir le Mexique), le lac Mead est actuellement aux trois quarts vide et à son plus bas niveau depuis avril 1937.

Face à ces situations, les fabricants de semi-conducteurs, comme les fournisseurs mondiaux de datacenters, vont devoir rivaliser d'imagination pour économiser la ressource en eau et ainsi réduire l'empreinte en eau de leurs activités. Il est fini, le temps où ces entreprises pouvaient dépendre, sans trop compter, d'eau souterraine issue de leurs forages privés et d'eau traitée dis-

tribuée par un réseau municipal. Elles doivent maintenant recourir à une offre en eau alternative issue de la réutilisation de leurs eaux usées, mobilisant ainsi le potentiel des eaux grises pour leur processus industriel, ou du salement, si leurs implantations se trouvent non loin des côtes.

Pour ce faire, elles vont devoir de plus en plus travailler avec des fournisseurs de solutions techniques et des exploitants leaders dans ces domaines, au premier rang desquels se trouve le français Veolia, en compétition avec des solutions israéliennes, singapouriennes et coréennes.

Pour l'industrie des semi-conducteurs comme pour les hébergeurs de centres serveurs, les autres solutions consisteront à rechercher de la matière grise dans des zones géographiques où l'eau de surface et l'eau souterraine sont appelées à demeurer disponibles, malgré les contraintes exprimées par le changement climatique, et où elles sont gérées avec science et conscience. En dépit de la situation de sécheresse actuelle, là également, la France a de sérieux atouts à faire valoir, de par l'héritage en matière d'infrastructures hydrauliques que lui ont légué des générations d'ingénieurs et de techniciens, et grâce à la gouvernance qui s'y exprime en matière de gestion de l'eau.

Cependant, il convient désormais d'étendre et de moderniser les moyens dont le pays dispose afin de répondre aux impératifs de protection de la ressource comme de mobilisation de capacités complémentaires, destinées à alimenter, et ce sans conflit d'usage, tant les populations que les cultures et les élevages, les centrales de production hydroélectriques comme de génération d'énergie nucléaire, ainsi que les chaînes de fabrication de sociétés industrielles et technologiques. ■



LA FRANCE A DE SÉRIEUX ATOUTS À FAIRE VALOIR, DE PAR SON HÉRITAGE EN MATIÈRE D'INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES

Franck Galland, spécialiste des questions liées aux ressources en eau, est chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique. Dernier ouvrage paru : « Guerre et eau. L'eau enjeu stratégique des conflits modernes » (Robert Laffont, 2021).